

--> Voir l'**erratum** concernant cet article

La lecture publique à Montréal de 1900 à 1960 ou les bonnes lectures dans une métropole industrielle
Public Reading in Montréal From 1900 to 1960 or Good Reading in an Industrial Metropolis
La lectura pública en Montreal de 1900 hasta 1960 o las buenas lecturas en una metrópoli industrial

Marcel Lajeunesse

Volume 41, numéro 3, juillet–septembre 1995

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1035308ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1035308ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation (ASTED)

ISSN

0315-2340 (imprimé)

2291-8949 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lajeunesse, M. (1995). La lecture publique à Montréal de 1900 à 1960 ou les bonnes lectures dans une métropole industrielle. *Documentation et bibliothèques*, 41(3), 147–151. <https://doi.org/10.7202/1035308ar>

Résumé de l'article

Après les expériences d'autodidaxie par le livre pratiquées notamment dans les instituts canadiens au XIX^e siècle, le Québec francophone, de même que la ville de Montréal, vivent, dès les débuts du XX^e siècle, à l'écart du Public Library Movement qui suscite la création de bibliothèques publiques dans l'Amérique anglophone. Rien n'est étranger à l'Église, surtout pas le livre et le monde des idées auquel il donne accès. À Montréal, qui est pendant une grande partie de cette période la véritable métropole industrielle, commerciale et des transports au Canada, la bibliothèque municipale naît humblement et se développe difficilement.

La lecture publique à Montréal de 1900 à 1960 ou les bonnes lectures dans une métropole industrielle

Marcel Lajeunesse
Université de Montréal

Après les expériences d'autodidaxie par le livre pratiquées notamment dans les instituts canadiens au XIX^e siècle, le Québec francophone, de même que la ville de Montréal, vivent, dès les débuts du XX^e siècle, à l'écart du Public Library Movement qui suscite la création de bibliothèques publiques dans l'Amérique anglophone. Rien n'est étranger à l'Église, surtout pas le livre et le monde des idées auquel il donne accès. À Montréal, qui est pendant une grande partie de cette période la véritable métropole industrielle, commerciale et des transports au Canada, la bibliothèque municipale naît humblement et se développe difficilement.

Public Reading in Montréal From 1900 to 1960 or Good Reading in an Industrial Metropolis

Following the home-grown experiences of French-Canadian institutions in the nineteenth-century, French-speaking Québec and the city of Montréal lay, at the beginning of the twentieth-century, outside the Public Library Movement, which gave rise to the establishment of public libraries in throughout North America. Books and ideas were not, however, unfamiliar to the church. Although Montréal was, at the beginning of the century, Canada's industrial, commercial, and transportation centre, the public library emerged humbly and developed with difficulty.

La lectura pública en Montreal de 1900 hasta 1960 o las buenas lecturas en una metrópoli industrial

Después de las experiencias autodidactas por el libro practicadas particularmente en los institutos canadienses en el siglo XIX, el Quebec francófono, así como la ciudad de Montreal, viven, desde principios del siglo XX, apartados del Public Library Movement que suscita la creación de bibliotecas públicas en la América anglófona. Nada es extraño a la Iglesia, sobre todo el libro y el mundo de las ideas al cual da acceso. Durante gran parte de este período, en Montreal, que es la verdadera metrópoli industrial, comercial y de los transportes en Canadá, la biblioteca municipal nace de manera modesta y se desarrolla con dificultad.

Le 19^e siècle avait été, en Occident, le siècle de l'alphabétisation des masses, de la Révolution industrielle et de l'urbanisation, du développement des idées socialistes, de l'élargissement de la démocratie, du roman, de l'édition et du journalisme à grand tirage, de la lecture et des bibliothèques publiques. Si ces changements survinrent en Europe occidentale et aux États-Unis, le portrait est assez différent en ce qui concerne le livre, la lecture et la bibliothèque chez les francophones du Québec. Nous allons essayer d'esquisser l'évolution du phénomène de la lecture publique à Montréal et d'en comprendre les raisons, du tournant des années 1900 jusqu'à la Révolution tranquille.

Au début du 20^e siècle, Montréal est une métropole en plein développement. La ville s'étend de tous côtés avec les annexions de Saint-Henri et Sainte-Cunégonde (1905), Villeray et une partie de

la paroisse St-Laurent (1907), Rosemont, Sault-au-Récollet, Notre-Dame-des-Neiges (1908), le village de Lorimier, Ville St-Louis, de même qu'une parcelle d'Outremont (1909), le village d'Ahuntsic, la ville de Bordeaux, la ville de Notre-Dame-de-Grâce, Ville Emard, Ville St-Paul, Longue-Pointe et le village de Tétraultville (1910), Cartierville (1916), Maisonneuve (1918). La population passe de 268 000 habitants en 1901, dont 61% de francophones, à 470 480 en 1911 et à 618 000 en 1921, dont 63% de francophones. Montréal est la place financière du Canada; de plus, les communications (chemins de fer, port) y sont capitales. Le *Lovell's Directory* pouvait écrire orgueilleusement de Montréal en 1914 qu'elle était la plus grande ville du Canada, la plus grande ville des colonies britanniques, la neuvième ville en Amérique du Nord et le deuxième plus grand port du continent américain. Cette ville dont le dynamisme porte l'empreinte des entre-

preneurs anglo-saxons se francise par le prolétariat francophone qui arrive de la campagne pour travailler en usine et aussi par l'annexion des banlieues. Les travailleurs canadiens-français deviennent vraiment conscients de leur force avec l'élection du cigarier populiste Médéric Martin en 1914; lors de cette élection, ils mettent fin à l'alternance qui avait prévalu jusqu'à ce moment entre un maire de langue anglaise et un maire de langue française. Au cours des premières décennies du siècle, la gestion de la ville donne lieu à un favoritisme effréné; un rapport d'enquête du juge Cannon, en 1909, constate que 25% d'un budget annuel de 24 millions de dollars est dépensé en détournements, pots-de-vin, abus de toutes sortes et que le népotisme y est généralisé.

Au début du 20^e siècle, peu d'institutions importantes se consacrent au développement de la lecture publique sur l'île

de Montréal. D'abord, la petite ville de Westmount, qui comptait 7 000 habitants, décide, en 1897, de construire une bibliothèque publique en l'honneur de la reine Victoria dont on célèbre le jubilé; cette bibliothèque, inaugurée en 1899, a été créée selon le modèle de la bibliothèque publique américaine et elle a été pour les observateurs, jusque dans les années 1960, l'image de la bibliothèque moderne type au Québec.

Depuis 1885, le Fraser Institute, fruit du legs de l'homme d'affaires Hugh Fraser, en 1870, est ouvert au public; cette bibliothèque fort importante englobe les collections de la Mercantile Library, de l'Institut canadien de Montréal, du Montreal Book Club et reçoit les dons des riches marchands anglophones de Montréal. Son bibliothécaire, Pierre Boucher de Crèvecoeur, d'origine française, lui donne au cours des trois premières décennies du 20^e siècle un éclat particulier. On a eu raison de souligner que le Fraser Institute marque à Montréal «le passage de la bibliothèque traditionnelle du dix-neuvième siècle à la bibliothèque moderne axée sur le service au public» (Lamonde 1979). Enfin, le Mechanics' Institute, situé dans le Vieux-Montréal au début du siècle et qui déménagea sa bibliothèque rue Atwater, est aussi accessible à la population anglophone de Montréal. Ces trois bibliothèques dont l'objectif est de développer la lecture publique sont situées dans l'ouest de la ville et sont, en réalité, des institutions anglophones.

Qu'en est-il des francophones montréalais? La plus importante bibliothèque accessible aux francophones était la Bibliothèque paroissiale de Notre-Dame, près du Séminaire Saint-Sulpice, dans le Vieux-Montréal. Cette bibliothèque était le résultat des intérêts des Sulpiciens dans le domaine du livre depuis 1844 avec l'Œuvre des bons livres, relayée par le Cabinet de lecture paroissial en 1857. Cette bibliothèque de plus de 15 000 volumes en 1900, axée sur la littérature française et l'histoire, ouverte 18 heures par semaine, était insuffisante pour une grande ville en développement comme Montréal.

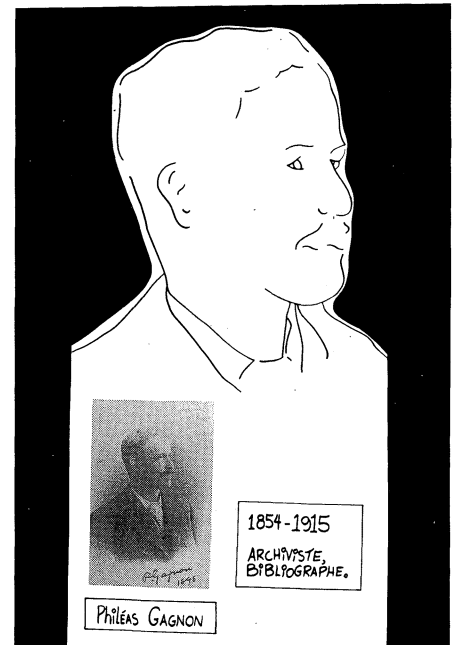
En 1901, le maire de Montréal, Raymond Préfontaine, se rendant aux demandes des citoyens et du journal *La*

Presse, sollicite d'Andrew Carnegie une aide financière pour l'établissement d'une bibliothèque publique. Au début du 20^e siècle, Carnegie fit des bibliothèques publiques l'objet de sa philanthropie; il en construisit une centaine en Ontario et plus de 2 000 aux États-Unis. Après avoir accepté l'offre de Carnegie, le Conseil municipal de Montréal dut la refuser devant la levée de boucliers qui s'ensuivit. Le débat auquel le projet de bibliothèque publique donna lieu dans les premières années du 20^e siècle et auquel participèrent les journaux *La Presse*, *La Patrie*, *Le Canada*, la revue *Nouvelle-France*, Thomas Chapais, évidemment Tardivel et son journal *La Vérité*, l'archevêque Bruchési, est révélateur des attitudes, des mentalités face à cette institution. Le débat porte sur le roman, souvent funeste, sur la censure nécessaire, sur la franc-maçonnerie qui triomphe une fois de plus à Montréal avec ce projet. Pour Tardivel, la censure était au cœur du problème: une bibliothèque ne peut être neutre, car il y a de bons ou de mauvais livres.

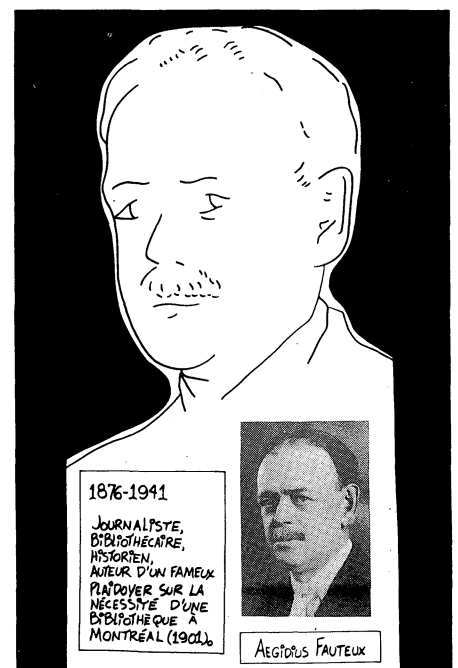
En 1903, à l'instigation de la Société Saint-Jean-Baptiste et de la Chambre de Commerce, on souhaitait la fondation d'une bibliothèque industrielle et scientifique. C'est ainsi que débute la Bibliothèque de la Ville de Montréal sous le nom de Bibliothèque technique. Avec les années, cette bibliothèque élargit ses collections aux romans et reçoit en 1907 une forte semonce de l'archevêque Mgr Bruchési qui l'accuse de posséder les œuvres de Voltaire, Rousseau, Balzac et Sand. Bruchési fit proposer par un échevin la création d'un comité de censure de trois membres: le chancelier de l'Université Laval de Montréal (Mgr Bruchési), l'archevêque de Montréal (Mgr Bruchési) et le principal de l'Université McGill. Le Conseil municipal ne donna pas suite à cette idée. Cette bibliothèque technique était un palliatif insatisfaisant. En 1907, l'École littéraire de Montréal faisait une requête au Conseil municipal en faveur d'une véritable bibliothèque publique digne de Montréal.

En 1910, la Ville achetait la riche collection de Canadiana rassemblée par Philéas Gagnon pour en faire le noyau de la future bibliothèque publique. Cette collection avait l'avantage d'être une collec-

tion d'histoire, moins dangereuse pour les mœurs que le roman.



En mars 1910, les sulpiciens annonçaient leur désir d'ouvrir rue Saint-Denis, à proximité de l'Université Laval de Montréal, une grande «bibliothèque publique». La vente du Cabinet de lecture paroissial et le désir de procurer un nouvel immeuble à la Bibliothèque paroissiale (40 000 volumes) seraient une première



raison. De plus, même si le projet de bibliothèque publique municipale n'aboutissait pas au Conseil de ville, il conservait de nombreux supporteurs et demeurait présent dans les débats de la métropole. Une requête portant près de 2 000 noms fut présentée au Conseil municipal en février 1910 à cet effet. Une bibliothèque publique, établie et dirigée par les sulpiciens, devait rencontrer l'entière approbation de la hiérarchie catholique et écarter ses craintes de voir naître une bibliothèque municipale neutre. Enfin, cette libéralité des anciens seigneurs de Montréal devait renforcer la présence des sulpiciens dans l'espace montréalais. Cette bibliothèque fortement orientée vers la recherche ouvrit ses portes en 1915 sous la direction du bibliothécaire Aegidius Fauteux: les contemporains ne s'y trompèrent pas en voyant dans cette institution une décision qui devait empêcher la bibliothèque municipale laïque de voir le jour.

Le journal *La Presse*, journal réformiste au début du siècle, revenait constamment avec ce projet de bibliothèque publique, même après l'annonce de la Bibliothèque Saint-Sulpice: «*Va-t-on enfin sortir de la torpeur du passé? Va-t-on comprendre, une bonne fois, qu'une bibliothèque publique, aussi complète que*

possible, dans un local vaste, bien situé, bien éclairé, aménagé spécialement pour y recevoir un grand nombre de lecteurs à la fois, est absolument nécessaire dans une ville de l'importance de Montréal» (29 octobre 1910). Le notaire et bibliophile Victor Morin, échevin depuis février 1910, réussit à lancer en 1914, le projet de construction de la bibliothèque face au parc LaFontaine.

Dans ce débat, on a abordé dans les journaux la finalité des bibliothèques publiques, on a discuté de la clientèle de ces bibliothèques, de la nécessité de la lecture. Pourquoi une bibliothèque publique? Pour la revue *Nouvelle-France* (décembre 1902), «*le peuple ne lit pas de livres. Il n'en a pas le loisir, il n'en a pas le goût; il n'a pas la préparation et l'initiation qu'il faut pour s'instruire dans les livres. C'est tout au plus si le peuple lit un journal*». Et l'élite n'en a pas besoin, elle a ses propres bibliothèques. Les journaux cléricaux avançaient qu'il ne faut pas plus de bibliothèques neutres que d'écoles neutres. Un curé écrivait dans *La Presse* (18 novembre 1902) «*Cette question est vitale pour la race canadienne-française. Si nous voulons garder nos ouailles, nous devrions voir à ce qu'on ne leur mette pas la tentation sous les yeux*».

La construction du bel immeuble de la bibliothèque municipale capable de loger 400 000 volumes inauguré en 1917, n'empêche pas cette bibliothèque de se développer très lentement: 25 000 volumes à son inauguration et 70 000 en 1933, y compris la collection Gagnon; dans une étude, on pouvait écrire qu'elle était à la fin de la décennie 1930 une «bibliothèque sans livres» (Carter 1942).

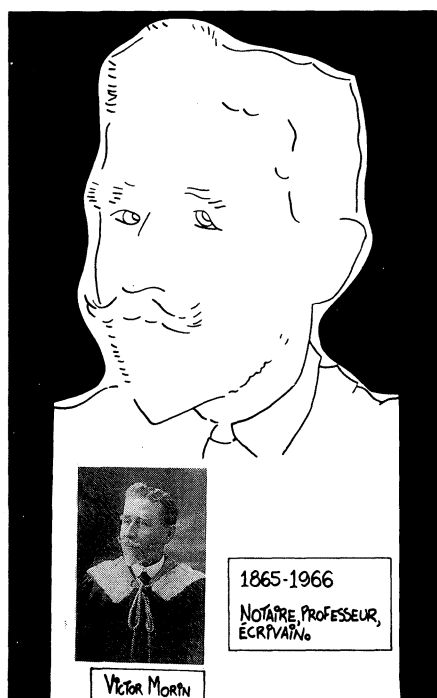
En 1930, une Commission d'enquête (Ridington) est chargée d'évaluer l'état des bibliothèques au Canada. Les commissaires furent scandalisés de constater que la bibliothèque de la ville de Montréal exigeait en pleine crise économique un dépôt de 3 à 6 dollars pour le prêt de livres; cela leur apparut comme un frein considérable à la lecture publique dans les classes moyennes et populaires à Montréal. La bibliothèque de Westmount leur sembla par ailleurs une bibliothèque exemplaire tant par les collections, l'édifice, que par le personnel. Le Fraser Institute, bibliothèque d'associa-

tion, est la plus fréquentée de Montréal, selon eux. Les commissaires ne voyaient aucun avenir à ce modèle de bibliothèque paroissiale qui se développait tant à Montréal qu'en province (175 bibliothèques paroissiales dénombrées en 1930). Pourtant, quelques bibliothèques paroissiales à Montréal se démarquèrent de ces institutions semi-moribondes de lecture pieuse ou édifiante: par exemple, celle de la paroisse jésuite de l'Immaculée-Conception (22 000 volumes en 1930) et celle de la paroisse Saint-Pierre desservie par les Oblats (9 000 volumes).

Lors du Congrès de la langue française à Québec en 1937, on y apprenait que l'Ontario dépensait 1 203 062 \$ pour la lecture publique, y enregistrait 14 160 816 prêts à 814 329 abonnés, tandis que le Québec dépensait 189 863 \$ avec 602 900 prêts à 29 185 abonnés. Le Québec y était septième des neuf provinces du Canada en ce qui concerne les dépenses per capita et dernier en ce qui concerne les prêts.

Dans la décennie 1940, on voit poindre à l'horizon quelques lueurs d'espoir. À partir de 1937, une École de bibliothécaires commençait à former du personnel professionnel. En 1941, en plus d'acquiescer la Bibliothèque Saint-Sulpice fermée depuis dix ans, le Gouvernement du Québec vote un embryon de législation en faveur des bibliothèques publiques; cette législation rendait les municipalités capables, si elles le souhaitaient, de développer des services locaux de bibliothèques.

En 1943, la Bibliothèque de la Ville de Montréal abolit le dépôt pour le prêt de volumes; en quelques mois, la circulation des livres a plus que doublé et le nombre d'abonnés a quadruplé. Fait nouveau, en 1942, à cause de la guerre, la Bibliothèque de la Ville était restée ouverte pendant l'été. Dans une étude comparée entre les bibliothèques publiques du Québec et de l'Ontario, le nouveau directeur de la bibliothèque de la Ville, Léo-Paul Desrosiers, identifiait le problème québécois (et montréalais): une carence de véritable législation et une absence de prélèvements de taxes à cette fin; il affirmait qu'il était chimérique de vouloir fonder une bibliothèque publique sur une autre base que les impôts. Au même moment, Roger



Duhamel voyait, comme préalable à une politique québécoise en ce domaine, la création d'une vigoureuse Direction provinciale des bibliothèques.

La guerre, et plus particulièrement l'occupation de la France, eurent une conséquence très importante sur le monde du livre à Montréal. L'édition française se faisait à Montréal. De nombreux éditeurs rééditaient les classiques français à l'intention des acheteurs de livres français (Amérique du Nord et du Sud, Afrique, Moyen-Orient). Les journaux sont remplis de publicités de nouvelles parutions. On assiste au début des suppléments littéraires. *Le Canada* (30 octobre 1942) écrivait: «*La guerre va restreindre peu à peu tous les plaisirs. Mais tant qu'il y aura la lecture...*» À mesure que la guerre avance et que la production de livres augmente, les éditeurs cherchent de nouveaux marchés. En novembre 1943, l'échevin imprimeur Pierre Desmarais proposait un plan d'ensemble de création d'une trentaine de succursales modernes de la Bibliothèque municipale à travers la ville.

La défense et l'illustration de la culture française pendant la Guerre avaient relégué dans l'ombre l'index, la censure et les bonnes lectures. Tous les grands auteurs français de Dumas à Hugo, de Zola à Gide, ont été publiés à Montréal. À la fin de la guerre, les éditeurs sont rappelés à l'ordre. La fête est finie. D'ailleurs, la libération de la France et le retour à la concurrence internationale les ramènent à leur place véritable. En janvier 1945, le secrétaire de la Province, Omer Côté, mettait en doute l'intégrité intellectuelle des éditeurs. La revue *Relations* écrivait que «*le patrimoine culturel de la France est devenu un paravent derrière lequel on trafique les âmes avec des attentions de négriers*». Un autre jésuite écrivait dans *Collège et famille*: «*Les éditeurs ont eu notre confiance, ils ont eu notre argent. Ils en abusent. Las de marcher sur des routes sûres, ils ont emprunté des chemins pleins d'embûches: ils se promènent à travers les péchés avec trop d'allégresse*». En 1946, le cardinal Villeneuve reformulait, à l'inauguration de l'édifice de Fides, la position traditionnelle de l'épiscopat envers le livre et la bibliothèque: il y parlait de bons livres et y exprimait que les bibliothèques, parties intégrantes du système d'éducation, ne peuvent être neutres non plus que non confessionnelles.

À partir de 1946, la Bibliothèque de la ville de Montréal décide d'ouvrir des succursales dans les différents quartiers de la ville: en 1947, ouverture des succursales Shamrock et Workman, en 1948 Hochelaga, en 1949 de Lorimier, en 1951 Rosemont et en 1953 Ahuntsic. En parallèle à ces succursales pour adultes, il y eut ouverture de succursales pour enfants qui eurent un succès considérable. On peut sans conteste affirmer que ces succursales pour enfants eurent plus de succès que leurs pendants pour adultes. Par ces succursales, on voulait élargir la base des abonnés et augmenter le nombre des habitués de la bibliothèque.

Par la lecture du volume de Michel Tremblay, *Un ange cornu avec des ailes de tôle*, nous avons un exemple d'un enfant de neuf ans qui s'abonna à la section des enfants (rue Montcalm) de la Bibliothèque municipale. C'était le début de son insertion dans le monde des livres; en cela, il prenait le relais de sa mère et de sa grand-mère. La Bibliothèque municipale des années 1940 et 1950 faisait vraiment partie de leur vie. Il n'était sûrement pas le seul pour qui cette bibliothèque signifiait l'accès au livre et à la lecture, l'ouverture à la culture.

Le 20^e siècle a été une période importante d'urbanisation au Québec (de 39,7% en 1901, à 56% en 1921, 63,3% en 1941 et 74,3% en 1961). L'augmentation de la population urbaine pose avec plus d'acuité le problème de la lecture publique. La véritable prise de conscience de ce problème coïncide avec les travaux de la Commission Tremblay sur les problèmes constitutionnels. Sur les 250 mémoires présentés à cette Commission, 140 abordaient quelques aspects des problèmes d'éducation. On y apprenait que seulement 35% de la population urbaine et à peine 5% de la population rurale peuvent profiter des services d'une bibliothèque publique. Les données comparatives

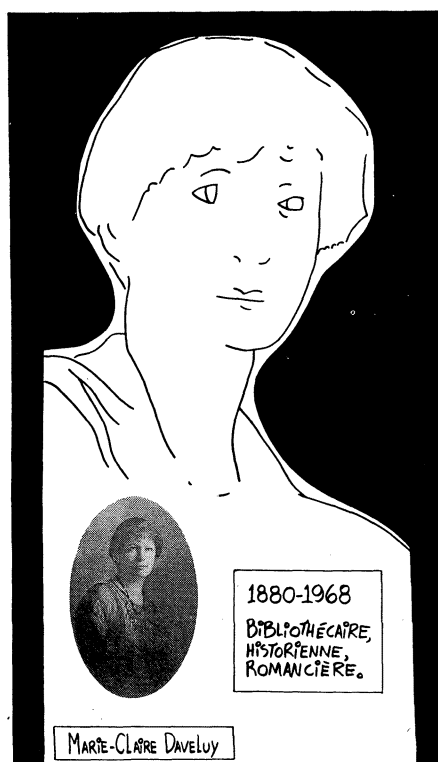
Québec-Ontario, n'étaient guère réjouissantes.

La Commission Tremblay affirme, dans son rapport, que le Gouvernement du Québec devait favoriser les bibliothèques municipales pour développer la culture populaire. Bien plus, elle constate que, pour réussir une telle politique, deux points étaient essentiels: une législation organique sur les bibliothèques et des subsides. Le 18 décembre 1959, le gouvernement du premier ministre Paul Sauvé faisait voter par l'Assemblée législative une première loi sur les bibliothèques publiques du Québec et, en 1960, un Service des bibliothèques publiques était créé. Une politique de lecture publique pouvait démarrer à Montréal et dans l'ensemble du Québec.

En terminant le survol de ces six décennies 1900-1960, comment ne pas rappeler les mérites d'artisans de la lecture publique à Montréal: Éva Circé-Côté, fondatrice de la Bibliothèque et remerciée par le conseil municipal en 1909 pour ses idées radicales et féministes, Hector Garneau, le petit-fils de l'historien national qui, entre 1916 et 1930, installa la bibliothèque dans son nouvel immeuble, Aegidius Fauteux, le type même du bibliothécaire-érudit, qui, après la fermeture de la Bibliothèque Saint-Sulpice, insuffla un souffle nouveau à la Bibliothèque municipale (1932-1941) et Léo-Paul Desrosiers, romancier, qui prit très au sérieux son rôle de directeur de la Bibliothèque entre 1941 et 1953, posa de bonnes questions sur la lecture publique et inaugura les succursales de quartiers. Enfin, Marie-Claire Daveluy, bibliothécaire à partir de 1917, chef des catalogues, conservateur adjoint jusqu'à sa retraite en 1944, co-fondatrice de l'École des bibliothécaires en 1937, auteure de romans pour enfants, historienne, érudite, s'est imposée

Données comparées Québec-Ontario
sur les bibliothèques publiques en 1956

	Québec	Ontario
Volumes	1 293 797	5 871 258
Prêts	2 010 203	20 673 609
Abonnés	141 721	1 260 988
Taxes locales	631 837 \$	4 421 555 \$
Subventions du gouvernement provincial	99 061 \$	912 180 \$



comme femme de culture des années 1920 aux années 1960 et figure de proue de la Bibliothèque.

Conclusion

L'évolution de la lecture publique à Montréal, durant les six premières décennies du présent siècle, a été déterminée par les débats qui ont eu lieu au XIX^e siècle et qui ont perduré au XX^e siècle. La promotion de la lecture publique butait sur de nombreux problèmes: opposition entre une conception nord-américaine et européenne, intérêts du clergé face à l'éducation, la culture, la lecture, la circulation des idées, conception élitiste et restrictive du savoir. Ces problèmes de conception et de finalité de la bibliothèque publique se posaient avec plus d'acuité à Montréal en raison de la population non homogène au plan linguistique et religieux, en raison aussi des impératifs d'une société urbaine et industrielle.

La première loi sur les bibliothèques publiques au Québec en 1959 suit de 77 ans celle qui avait été votée en Ontario et était la dernière des dix provinces canadiennes. Que dire également du décalage avec celles votées dans les divers États américains. Dans toute étude

sur les bibliothèques publiques au Québec, il ne faut jamais oublier la jeunesse de la bibliothèque publique comme institution vouée à l'information, à la culture, au loisir et à l'éducation. Les racines de la bibliothèque publique sont encore peu profondes. À chaque bourrasque ou changement de cap des gouvernements du Québec ou municipaux, la bibliothèque publique est remise en question au Québec. Nous devons noter que les débats récents, tant à Québec qu'à Montréal, laissent entrevoir que l'enracinement est en bonne voie. L'accès au livre passe de plus en plus par ce service public.

Bibliographie

Carter, Mary Duncan. *A survey of Montreal Facilities and Proposal, Plan for a Library System*. Thèse de Ph.D., University of Chicago, 1942.

Chabot, Juliette. *Montréal et le rayonnement des bibliothèques publiques*. Montréal: Fides, 1963.

Desrosiers, Léo-Paul. «Expériences à la Bibliothèque de Montréal.» *Revue dominicaine* 2 (octobre 1943): 172-173.

Lajeunesse, Marcel. «Les bibliothèques québécoises: les avatars de leur rôle social au cours des âges.» In *L'Évolution du rôle social de l'im-*

primé et de ses agents au Québec, p. 46-78. Montréal: Bibliothèque nationale du Québec, 1981.

«L'évolution des bibliothèques publiques du Québec vue par les études et les rapports.» In Paule Rolland-Thomas, éd. *Prospectives en bibliothéconomie et en sciences de l'information*, p. 113-132. Montréal: ASTED, 1990.

«La lecture publique au Québec au 20^e siècle: l'ambivalence des solutions.» In Yvan Lamonde, éd. *L'imprimé au Québec: aspects historiques, 18^e-20^e siècle*, p. 189-205. Québec: Institut québécois de recherche sur la culture, 1983.

Les Sulpiciens et la vie culturelle à Montréal au 19^e siècle. Montréal: Fides, 1982. 278 p.

Lamonde, Yvan. *Les bibliothèques de collectivités à Montréal (17^e-19^e siècle). Sources et problèmes*. Montréal: Bibliothèque nationale du Québec, 1979. 139 p.

«Social origins of the public library in Montreal.» *Canadian Library Journal* 38 (December 1981): 363-370.

Libraries in Canada. A Study of Library Conditions and Needs, by the Commission of Enquiry, John Ridington, chairman. Toronto: Ryerson. Chicago: American Library Association, 1933.

Moodey, Edgar. *The Fraser-Hickson Institute: An Informal History*. London: Clive Bingley, 1977. 224 p.

CAMELOT

LIBRAIRIE INFORMATIQUE • LOGICIELS

Librairie agréée

1, Place Ville Marie
entrée Cathcart-University
Montréal, (QC), H3B 3Y1
tél 514-861-7400

**Choix fabuleux
service attentif**

1191, Place Phillips
Montréal, (QC), H3B 3C9
tél 514-861-5019
fax 514-393-4109